



ARRETE N° 2026-AR-24

**Arrêté de délégation de fonction de Mme la Présidente  
à M. Jean-Luc GUILLOUARD, 4ème Vice-Président**

La Présidente du Syndicat départemental d'énergies du Calvados,

*VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5711-1 concernant la coopération locale et L 5211-9 concernant la délégation par le président d'un établissement public de coopération intercommunale d'une partie de ses fonctions, sous sa surveillance et sa responsabilité, aux vice-présidents de l'établissement public de coopération intercommunale qu'il administre,*

*VU l'article L.2122-17 du CGCT, relatif à l'empêchement du président par application combinée des articles L.5711-1 et L.5211-2 du CGCT.*

*VU la délibération du Comité Syndical en date du 18 mai 2026, relative à la composition du Bureau Syndical,*

*VU le procès-verbal d'élection en date du 18 mai 2026 de M. Jean-Luc GUILLOUARD en qualité de quatrième vice-président,*

*VU la délibération du Comité Syndical du 18 mai 2026, relative à la délégation de compétences du Comité Syndical à la présidente,*

CONSIDERANT que l'importance et la diversité des actions menées par le SDEC ENERGIE justifie la délégation d'une partie des fonctions de la présidente aux vice-présidents,

**ARRETE**

**ARTICLE 1**

M. Jean-Luc GUILLOUARD, quatrième vice-président du SDEC ENERGIE est chargé de l'éclairage public et de la signalisation lumineuse.

A ce titre, le quatrième vice-président est plus particulièrement en charge :

- de la construction, modernisation, maintenance et exploitation des réseaux d'éclairage public (EP) et de signalisation lumineuse (SL),
- de la réduction des consommations d'énergie en éclairage public,
- de proposer le budget, les aides financières, les forfaits de maintenance et les Conditions Techniques Administratives et Financières (CTAF) liés aux services,
- du suivi budgétaire de l'activité (programmation, engagement, mandatement),
- de définir et suivre les marchés publics (consultation, sous-traitance, reconduction),
- d'analyser les opportunités de développement de nouveaux services en lien avec les installations d'éclairage public (ex : Déploiement des contrôleurs, Centre de Sécurité Urbain mutualisé pour la vidéo protection, ...).

AR Préfectoral  
le 12/06/2026

Acte Exécutoire sous référence :  
014-200045938-20260611-26AR0024H1-AR

## ARTICLE 2

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de notification à l'intéressé.

## ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Président du SDEC ÉNERGIE et ampliation sera adressée à M. le Préfet et au comptable public de rattachement du syndicat, et sera publié sur le site internet du SDEC ENERGIE.

Ampliation du présent arrêté sera également transmise à M. Jean-Luc GUILLOUARD.

## ARTICLE 4

Mme Catherine GOURNEY-LECONTE, Présidente, et M. Jean-Luc GUILLOUARD, quatrième vice-président du SDEC ÉNERGIE, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

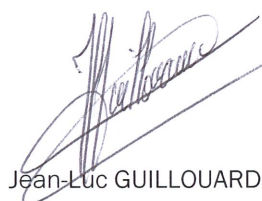
## ARTICLE 5

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de 2 mois suivant sa publication. Ce recours contentieux peut être précédé dans ce délai d'un recours gracieux auprès de Mme la Présidente. Cette procédure prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse au recours gracieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Notifié le 1 1 JUIN 2026

A Caen, le 1 1 JUIN 2026

L'intéressé,

  
Jean-Luc GUILLOUARD



La Présidente du SDEC ÉNERGIE,

  
Catherine GOURNEY-LECONTE

Publié sur le site internet du syndicat [www.sdec-energie.fr](http://www.sdec-energie.fr) le 1 2 JUIN 2026

Transmis à la préfecture le 1 2 JUIN 2026

Exécutoire le 1 2 JUIN 2026